

TVA à l'importation

La TVA à l'importation est transférée de la DGDDI à la DGFIP à compter du 1^{er} janvier 2022.

La gestion et le recouvrement de la TVA à l'importation sont transférés à la Direction générale des finances publiques (DGFIP) à compter du 1er janvier 2022.

À compter de cette date, la déclaration et le paiement de la TVA à l'importation seront effectués directement à l'appui de la déclaration de TVA en lieu et place de la déclaration en douane. À cette fin, aucune autorisation préalable n'est nécessaire. Cette nouvelle modalité déclarative est obligatoire pour tout redevable identifié à la TVA. Elle vous permettra de collecter et déduire simultanément la TVA à l'importation sur votre déclaration de TVA, sans avance de trésorerie.

Votre déclaration de TVA va évoluer pour intégrer les opérations portant sur les importations.

Afin de faciliter vos démarches :

- la déclaration en ligne sera pré-remplie du montant de TVA à l'importation à collecter (hors régime fiscaux suspensifs (RFS)), à partir des éléments que vous aurez préalablement déclarés à la Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI). Le pré-remplissage sera effectif le 14 de chaque mois ;
- un service, disponible depuis douane.gouv.fr, permettra, au redevable de la TVA d'obtenir le détail du montant pré-rempli selon des modalités qui seront communiquées ultérieurement ;
- la date limite de dépôt de la déclaration de TVA est fixée au 24 de chaque mois pour l'ensemble des redevables de la TVA à l'importation ;
- le service des impôts des entreprises (SIE) ou la Direction des grandes entreprises (DGE) devient votre interlocuteur sur cette taxe, au même titre que pour la TVA de droit commun et les autres impôts professionnels gérés par la DGFIP.

Le montant de la TVA à l'importation est pré-rempli

La déclaration en ligne est pré-remplie du montant de la TVA à l'importation collectée, à partir des éléments de dédouanement préalablement déclarés à la DGDDI.

Le montant de TVA collectée est pré-rempli à compter du 14 du mois suivant l'exigibilité de la TVA.

Il vous appartiendra également de compléter votre déclaration des données non pré-remplies : bases de TVA à l'importation taxables lorsque vous avez recours à un RFS, bases non taxables et montant de TVA déductible afférent.

Les montants pré-remplis devant faire l'objet d'une vérification de votre part. Il convient de vous assurer que vous serez en possession des données nécessaires lors de la validation de votre déclaration de TVA, en particulier si vous avez recours à un représentant en douane enregistré (RDE).

Si besoin, le montant de TVA collectée pré-rempli pourra être corrigé.

Précision sur la population des importateurs.

La collecte de la TVA à l'importation sur la déclaration de TVA concernera en 2022 tous les assujettis ainsi que les non assujettis qui disposent d'un n° de TVA intracommunautaire.

Plusieurs situations sont précisées :

- les redevables placés sous le régime simplifié d'imposition (RSI) en matière de TVA doivent déposer une déclaration de TVA selon un régime réel normal lorsqu'ils réalisent des importations et ne peuvent donc plus bénéficier du RSI.

Si vous êtes dans cette situation, vous devrez vous rapprocher de votre service des impôts pour lui indiquer votre intention de continuer à réaliser des importations et être ainsi placé sous un régime réel normal d'imposition ;

- les redevables placés sous un régime de franchise en base de TVA devront déclarer la TVA afférente aux importations sur la déclaration n° 3310-CA3 de TVA, au titre du mois où la TVA à l'importation est devenue exigible.

Si vous êtes dans cette situation, il conviendra, au moment de l'importation, de vous assurer que vous disposez déjà d'un numéro de TVA intracommunautaire et dans le cas contraire, vous rapprocher de votre service des impôts pour demander l'attribution d'un numéro de TVA intracommunautaire français à communiquer à la DGDDI lors de l'importation ;

- si vous ne disposez pas de numéro de TVA intracommunautaire français alors que vous importez en France des marchandises, il convient de vous rapprocher des services des Impôts pour obtenir ce numéro que vous serez tenus de renseigner sur l'ensemble de vos déclarations en douane.

Précisions sur les régimes fiscaux suspensifs

À compter du 1er janvier 2022, la gestion des régimes fiscaux suspensifs sera assurée par la DGFIP qui devient votre interlocuteur en la matière.

Des simplifications sont prévues :

- les autorisations de demande d'ouverture de RFS sont remplacées par une option sauf pour les entreprises de création récente,
- les registres ou comptabilité matière seront désormais tenus à disposition de l'administration et non plus transmis ponctuellement à l'administration.

La déclaration et le paiement de la TVA due lors de la sortie d'un RFS seront effectués directement sur la déclaration de TVA et non plus sur les déclarations en douane. A ce titre, les DAU FR régime 4007 ou 4907 sont supprimés en 2022.

Les bases taxables et non taxables de TVA dues en sortie de régime seront à déclarer sur la déclaration de TVA (données non-pré-remplies).

Pour vous aider à remplir vos opérations relatives à la TVA à l'importation, vous pouvez consulter la notice jointe à cette fiche. Un extrait de la maquette CA3 de 2022 prenant en compte les opérations de TVA à l'importation (et de TVA pétrole) est également jointe.

Pièces jointes :

- Extrait de la maquette de la déclaration TVA 2022
- Notice TVA à l'importation

A MONTANT DES OPÉRATIONS RÉALISÉES							
OPÉRATIONS TAXÉES (H.T.)				OPÉRATIONS NON TAXÉES			
A1	Ventes, prestations de services	0979	.....	E1	Exportations hors UE	0032	.....
A2	Autres opérations imposables	0981	.....	E2	Autres opérations non imposables	0033	.....
A3	Achats de prestations de services intracommunautaires (article 283-2 du code général des impôts)	0044	.....	E3	Ventes à distance taxables dans un autre État membre au profit des personnes non assujetties – Ventes BtoC	0047	.....
A4	Importations (autres que les produits pétroliers)	0050	Pré-remplissage intégral dès 2022	E4	Importations (autres que les produits pétroliers)	0052	Pré-remplissage intégral à compter de 2023
				E5	Sorties de régime fiscal suspensif (autres que les produits pétroliers)	0053	Absence pré-remplissage
				E6	Importations placées sous régime fiscal suspensif (autres que les produits pétroliers)	0054	Pré-remplissage intégral à compter de 2023
A5	Sorties de régime fiscal suspensif (autres que les produits pétroliers)	0051	Absence pré-remplissage	F1	Acquisitions intracommunautaires	0055	Absence pré-remplissage
				F2	Livraisons intracommunautaires à destination d'une personne assujettie – Ventes BtoB	0034	.....
				F3	Livraisons d'électricité, de gaz naturel, de chaleur ou de froid non imposables en France	0029	.....
B1	Mises à la consommation de produits pétroliers	0048	Absence pré-remplissage	F4	Mises à la consommation de produits pétroliers	0049	Absence pré-remplissage
B2	Acquisitions intracommunautaires	0031	.....	F5	Importations de produits pétroliers placées sous régime fiscal suspensif	0056	Absence pré-remplissage
B3	Livraisons d'électricité, de gaz naturel, de chaleur ou de froid imposables en France	0030	.....	F6	Achats en franchise	0037	.....
B4	Achats de biens ou de prestations de services réalisés auprès d'un assujetti non établi en France (article 283-1 du code général des impôts)	0040	.....	F7	Ventes de biens ou prestations de services réalisées par un assujetti non établi en France (article 283-1 du code général des impôts)	0043	.....
B5	Régularisations (important : cf. notice)	0036	.....	F8	Régularisations (important : cf. notice)	0039	.....
B DÉCOMPTÉ DE LA TVA À PAYER							
TVA BRUTE						Base hors taxe	Taxe due
Opérations réalisées en France métropolitaine hors produits pétroliers et importations							
08	Taux normal 20%	0207	.....			
09	Taux réduit 5,5%	0105	.....			
9B	Taux réduit 10%	0151	.....			
Opérations réalisées dans les DOM hors produits pétroliers et importations							
10	Taux normal 8,5%	0201	.....			
11	Taux réduit 2,1%	0100	.....			
Opérations imposables à un autre taux (France métropolitaine ou DOM) hors produits pétroliers et importations							
13	Anciens taux	0900	.....			
14	Opérations imposables à un taux particulier (décompte effectué sur annexe 3310 A)	0950	.....			
Produits pétroliers							
P1	Taux normal 20 %	0208	Absence pré-remplissage				Pré-remplissage intégral dès 2022
P2	Taux réduit 13 %	0152	Absence pré-remplissage				Pré-remplissage intégral dès 2022
Importations							
I1	Taux normal 20 %	0210	pré-remplissage partiel dès 2022 ; sorties RFS non pré-remplies				pré-remplissage partiel dès 2022 ; sorties RFS non pré-remplies
I2	Taux réduit 10 %	0211	pré-remplissage partiel dès 2022 ; sorties RFS non pré-remplies				pré-remplissage partiel dès 2022 ; sorties RFS non pré-remplies
I3	Taux réduit 8,5 %	0212	pré-remplissage partiel dès 2022 ; sorties RFS non pré-remplies				pré-remplissage partiel dès 2022 ; sorties RFS non pré-remplies
I4	Taux réduit 5,5 %	0213	pré-remplissage partiel dès 2022 ; sorties RFS non pré-remplies				pré-remplissage partiel dès 2022 ; sorties RFS non pré-remplies
I5	Taux réduit 2,1 %	0214	pré-remplissage partiel dès 2022 ; sorties RFS non pré-remplies				pré-remplissage partiel dès 2022 ; sorties RFS non pré-remplies
I6	Taux réduit 1,05 %	0215	pré-remplissage partiel dès 2022 ; sorties RFS non pré-remplies				pré-remplissage partiel dès 2022 ; sorties RFS non pré-remplies
15	TVA antérieurement déduite à reverser	(dont TVA sur les produits pétroliers)				0600	.....
		(dont TVA sur les produits importés hors produits pétroliers)					
5B	Sommes à ajouter, y compris acompte congés (exprimées en euro)					0602	.....

Notice - TVA à l'importation

Depuis le 1^{er} janvier 2022, la gestion et le recouvrement de la TVA applicable aux importations et aux sorties de régimes suspensifs sont transférés à la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) pour tout redevable identifié à la TVA en France.

Cette réforme comporte deux implications importantes :

1) d'une part, pour les opérations taxées à la TVA à l'importation :

La déclaration et le paiement de la TVA due lors de l'exigibilité de la taxe sur les importations et les sorties de régimes suspensifs sont effectués directement sur la déclaration de TVA, et non plus à l'appui de la déclaration en douane. Le mécanisme de collecte-déduction de la TVA à l'importation directement sur la déclaration de TVA est désormais obligatoire pour tout redevable identifié à la TVA en France. L'autorisation préalable d'autoliquidation de la TVA à l'importation n'est donc plus nécessaire.

Afin de faciliter les démarches des entreprises, la déclaration en ligne sera pré-remplie le 14 de chaque mois des bases d'imposition et des montants de la TVA à l'importation exigible au titre du mois précédent. Ce pré-remplissage est réalisé à partir des données figurant sur les déclarations en douane afférentes à certaines opérations taxées à la TVA à l'importation (cf détail ci-après).

Si besoin, les entreprises pourront corriger le montant de TVA collectée pré-rempli. En tout état de cause, il appartient au redevable de valider le montant porté sur la déclaration de TVA.

2) D'autre part, pour les opérations non taxées à la TVA à l'importation (en suspension, en exonération ou en franchise) :

La déclaration doit aussi être complétée par les entreprises des bases non taxables de TVA à l'importation.

S'agissant de l'exigibilité de la TVA à l'importation, il résulte de la lecture combinée de l'article [293 A du CGI](#) et du [Code des douanes de l'Union](#) qu'elle intervient au moment de la mise en libre pratique des marchandises importées ou de leur admission temporaire en exonération partielle des droits à l'importation. Dans la pratique, cela correspond à l'obtention du bon à enlever (BAE) autorisant le placement des marchandises sous l'un de ces régimes. Par conséquent :

- s'agissant d'une déclaration en douane normale, la TVA à l'importation est exigible au titre du mois de l'obtention du bon à enlever (BAE) ;
- s'agissant d'une déclaration en douane simplifiée, la TVA à l'importation est exigible également au titre du mois où la déclaration en douane obtient le BAE, même si elle est régularisée (c'est-à-dire rattachée à une déclaration complémentaire globale) au cours du mois suivant.

La date limite de dépôt de la déclaration de TVA est décalée pour tous les importateurs au 24 du mois ou du trimestre suivant l'importation (selon le régime de TVA applicable).

BLOC A

Opérations taxées:

Ligne A4 – Importations (autres que les produits pétroliers) ¹ :

Cette rubrique sera pré-remplie le 14 de chaque mois M+1 à partir des données qui figurent sur les déclarations en douane ayant obtenu le BAE au cours du mois de référence M.

Doivent être déclarées dans cette rubrique les opérations pour lesquelles un montant de TVA non nul, avant prise en compte des éventuels droits à déduction, est dû. Cette ligne inclut donc :

- les mises en libre pratique, au sens de l'article 201 du code des douanes de l'Union (CDU), sur le territoire d'application de la TVA, c'est-à-dire les opérations par lesquelles des marchandises non Union acquièrent le statut de marchandises de l'Union :
 - les importations directes (au sens du a du 2 de l'[article 291 du CGI](#)) ;
 - les mises en libre pratique en sortie de régime particulier douanier² (au sens du b du 2 du I de l'[article 291 du CGI](#)) ;
 - les réimportations des marchandises transformées en dehors de l'Union à partir de marchandises de l'Union exportées temporairement sous le régime du perfectionnement passif (au sens de l'[article 293 du CGI](#))³ ;
- les opérations de placement sous le régime de l'admission temporaire en exonération partielle des droits à l'importation, au sens de [l'article 250 du code des douanes de l'UE](#), de marchandises non UE. En effet, dans ce cas très particulier, la TVA devient exigible dès le placement sous ce régime même si le statut des marchandises est inchangé ;
- l'introduction sur le territoire d'application de la TVA de marchandises qui ont déjà le statut de marchandises de l'Union mais qui ont été produites ou importées dans une partie de l'Union où la [directive 2006/112/CE](#) relative au système commun de TVA ne

¹ Des précisions quant au pré-remplissage de la ligne A4 vous seront apportées en annexes.

² Les mises en libre pratique en sortie de régimes particuliers douaniers sont considérées juridiquement comme des importations.

³ Biens pour lesquels la base de la TVA à l'importation est limitée à la valeur des opérations réalisées sur les biens en dehors de l'UE. Le régime du perfectionnement passif est prévu à l'[article 259 du CDU](#).

s'applique pas⁴. Cette introduction est soumise à des formalités analogues à celles des opérations susvisées.

Ne feront pas l'objet d'un pré-remplissage et devront être complétés par les entreprises :

- les déclarations simplifiées qui ont reçu un bon à enlever mais qui n'ont pas été complétées ou régularisées avant l'envoi des données à la DGFIP (le 14 de chaque mois) ;
- les régularisations des déclarations ayant reçu un bon à enlever et rectifiées après l'envoi des données à la DGFIP. Dans ce cas, seront retenus les montants initiaux pour le pré-remplissage ;
- l'incidence des contrôles douaniers sur la TVA ;
- la TVA relative aux produits du tableau C de l'[article 265 du Code des douanes](#) utilisés comme carburants ou combustibles ;
- les procédures de dédouanement centralisée communautaire.

Ligne A5 – Sorties de régime fiscal suspensif (autres que les produits pétroliers) :

Doivent être déclarées dans cette rubrique les sorties de régimes fiscaux suspensifs prévus aux a, d et e du 2° du I de l'[article 277 A du CGI](#) (sortie de régime fiscal suspensif suivie d'un reversement sur le marché national) pour lesquelles un montant de TVA non nul, avant prise en compte des éventuels droits à déduction, est dû.

Cette ligne ne fera pas l'objet d'un pré-remplissage et devra être complétée par les entreprises. En raison du transfert de la gestion des RFS de la DGDDI à la DGFIP, la formalité déclarative (DAU FR régime 4007 ou 4907), qui n'avait pour but que de constater le montant de TVA en sortie de régime suspensif, est supprimée en 2022. Cette formalité est ainsi remplacée par le remplissage direct de la déclaration de TVA.

Conformément au 3 du II de l'article 277 A du CGI, la base de TVA à déclarer est celle de l'opération de placement des biens sous régime fiscal suspensif s'il n'y a pas eu de livraison en cours de régime, ou de la dernière livraison réalisée avant l'apurement du régime si des livraisons sont intervenues en cours de régime. Dans les deux cas, la base de TVA doit être, le cas échéant, augmentée du montant hors taxes des prestations de services afférentes aux opérations de placement et de celles réalisées en cours de régime.

Opérations non taxées:

⁴ Il s'agit du transfert entre la métropole et les collectivités relevant de l'[article 73 de la Constitution](#), ou entre ces collectivités (le 3 de l'[article 294 du CGI](#)), ou encore de l'introduction en France de biens mis en libre pratique provenant de territoires de l'UE non couverts par les règles de l'UE en matière de TVA (les territoires définis au 1° de l'[article 256-0 du CGI](#)).

Ligne E2 – Autres opérations non imposables

Doivent être déclarées dans cette ligne toutes les opérations non imposables constituant du chiffre d'affaires, y compris les livraisons de biens et prestations de services réalisées en suspension de la TVA conformément aux dispositions de l'[article 277 A du CGI](#).

Ligne E4 – Importations (autres que les produits pétroliers) :

Doivent être déclarées dans cette ligne les mêmes opérations que celles listées à la ligne A4 lorsque le montant de la TVA dû, avant prise en compte des éventuels droits à déduction, est nul, quelle qu'en soit la raison (exonération ou suspension de la taxe sur la valeur ajoutée), à l'exception toutefois des importations réalisées en franchise de la TVA sur le fondement de l'[article 275 du CGI](#), à indiquer en ligne F6.

Doivent être déclarées les opérations exonérées suivantes réalisées par les entreprises :

- importations (directes ou mises en libre pratique en sortie de régime particulier douanier) exonérées en raison de la nature du bien (exonérations prévues à l'[article 291-II du CGI](#), exemples : produits d'origine humaine, or importé par les instituts d'émission, prothèse dentaires importés par des professionnels) ;
- importations (directes ou mises en libre pratique en sortie de régime particulier douanier) dans le cadre des franchises fiscales européennes (2° du II de l'[article 291 du CGI](#)) ;
- réimportations d'un bien en l'état par la personne qui l'a exporté⁵ (1° du III de l'[article 291 du CGI](#)) ;
- importations (directes ou mises en libre pratique en sortie de régime particulier douanier) ou réimportations de biens expédiés ou transportés vers un autre État membre - régime 42 ou 63 (4° du III de l'[article 291 du CGI](#)) ;

Ligne E5 – Sorties de régime fiscal suspensif (autres que les produits pétroliers) :

Doivent être déclarées dans cette ligne les mêmes opérations que celles listées à la ligne A5 lorsque le montant de la TVA dû, avant prise en compte des éventuels droits à déduction, est nul, quelle qu'en soit la raison (exonération ou suspension de la taxe sur la valeur ajoutée), à l'exception toutefois des sorties de régimes fiscaux suspensifs réalisées en franchise de la TVA, à indiquer en ligne F6.

Doivent être déclarées les opérations exonérées ou en suspension de TVA suivantes réalisées par les entreprises :

- sorties de régime fiscal suspensif suivies d'une exportation ou d'une livraison intracommunautaire (4 du II de l'[article 277 A du CGI](#)) ;
- sorties de régime fiscal suspensif d'un bien placé directement sous un autre régime fiscal suspensif.

⁵ Il s'agit du régime des marchandises en retour prévu par l'[article 203 du CDU](#).

Ligne E6 – Importations placées sous régime fiscal suspensif (autres que les produits pétroliers) :

Doivent être déclarées dans cette ligne les importations de biens placées sous un régime fiscal suspensif (3° du I de [l'article 277 A du CGI](#)).

Ligne F1 – Acquisitions intracommunautaires (AIC) :

Doivent être mentionnées dans cette ligne les acquisitions intracommunautaires lorsque le montant de la TVA, avant prise en compte des éventuels droits à déduction, est nul, quelle qu'en soit la raison (exonération, ou placement du bien sous un régime suspensif conformément au [4° du I de l'article 277 A du CGI](#)), à l'exception toutefois des acquisitions intracommunautaires réalisées en franchise de la TVA, à indiquer en ligne F6.

Exemple : doivent être déclarées ici les AIC en entrée de perfectionnement actif avec compensation à l'équivalent : il s'agit du cas où une marchandise tierce est importée pour être transformée dans le cadre d'un perfectionnement actif, mais est remplacée par un bien pris sur le marché intracommunautaire. Si ce dernier (bien UE) fait l'objet d'une AIC et est placé sous le régime de perfectionnement actif, il convient de déclarer en ligne F1 la base d'imposition de cette AIC en suspension de TVA.

En revanche, le bien tiers initial qui ne sera pas utilisé et qui sera remis sur le marché national n'a pas à être déclaré sur la déclaration de TVA.

NB : sur cette ligne sont également déclarées les AIC de produits pétroliers placées sous régime fiscal suspensif.

Ligne F6 – Achats en franchise

Doivent être déclarées dans cette ligne l'ensemble des achats réalisés en franchise en application de [l'article 275 du CGI](#), que ce soit des achats dont le lieu de livraison se situe en France, des AIC et des importations.

BLOC B

Les taux de TVA affichés au sein du cadre B applicables aux opérations d'importation et de sorties de régimes suspensifs taxées à la TVA à l'importation sont les suivants :

- 20 %
- 10 %
- 8,5 %
- 5,5 %
- 2,1 %
- 1,05 %

Le pré-remplissage s'effectue à partir des données figurant sur la déclaration en douane. Le montant de TVA est calculé automatiquement par rapport au taux applicable.

Doivent être déclarées en bloc B les bases d'imposition et les montants de taxe due, ventilés par taux, correspondant aux opérations taxées déclarées en lignes A4 et A5.

Par conséquent, les bases d'imposition et les montants de TVA à l'importation ventilés par taux font l'objet d'un pré-remplissage partiel :

- seules les données relatives aux opérations de la ligne A4 sont prises en compte dans le pré-remplissage du bloc B et sont ventilées par taux ;
- les entreprises doivent y ajouter le cas échéant :
 - les bases et les montants de TVA à l'importation correspondant à leurs opérations déclarées en ligne A5 ;
 - certaines données non prises en compte selon les conditions du pré-remplissage détaillées ci-avant.

Précisions sur les opérations ne devant pas être déclarées sur la déclaration de TVA

Ne doivent pas être déclarées sur la déclaration de TVA :

- par dérogation, les importations exonérées de TVA à l'importation réalisées dans le cadre du régime particulier prévue à l'[article 298 sexdecies H du CGI](#) (guichet unique à l'importation pour les ventes à distances de biens importés – régime IOSS).
- l'entrée en France de marchandises n'ayant pas le statut des marchandises de l'Union placées sous un régime particulier douanier⁶ : ces opérations n'ont pas à être déclarées sur la déclaration de TVA car les biens ne sont pas importés à l'entrée d'un régime particulier douanier, à l'exception :
 - des opérations de placement sous le régime de l'admission temporaire en exonération partielle des droits à l'importation, au sens de [l'article 250 du code des douanes de l'UE](#), : la TVA à l'importation est exigible au placement ; ces opérations sont reprises en ligne A4 .

Remarque commune aux lignes A4 et E4: il est rappelé que, dans l'hypothèse où des opérations en suspension de TVA (livraisons ou prestations) ont eu lieu sur des biens placés sous un régime particulier douanier (c.à.d avant leur mise en libre pratique), la sortie de ces biens du régime particulier douanier constitue, à la fois, une importation (au sens du b du 2 du I de l'article 291) et une sortie du régime suspensif de TVA (au sens du 1 du II de l'article 277 A), les deux étant imposables à la TVA. Parmi ces deux opérations, l'une doit être considérée comme n'ayant jamais existé (elle ne donne pas lieu à paiement et n'est jamais prise en compte dans la déclaration de TVA), afin de ne pas générer une double imposition à la TVA. Par conséquent, l'importation, exonérée par le 1° du II de l'article 291 du CGI, n'a pas à être déclarée.

Conditions du pré-remplissage de la ligne A4 du bloc A « opérations taxées »

Remarque : les mêmes principes s'appliquent pour le pré-remplissage partiel du bloc B – lignes I (qui correspondent à une ventilation par taux des données pré-remplies en ligne A4 du bloc A « opérations taxées »).

⁶ Attention appelée : la destination particulière n'est pas un régime particulier douanier suspensif de TVA (cf. b du I de l'[article 291 du CGI](#)). Elle permet de solliciter un taux préférentiel de droits de douane en fonction de la destination des biens.

1) La date de référence pour la période d'imposition : le bon à enlever (BAE)

Pour une déclaration de TVA relative à un **mois d'imposition M**, le pré-remplissage de la ligne A4 prend en compte uniquement les bases d'imposition à la TVA à l'importation figurant sur les déclarations en douane relatives à ces opérations, **ayant obtenu une date de BAE au cours de ce mois M**.

Conséquence :

Les déclarations en douane validées au cours d'un mois M mais qui n'ont pas obtenu le BAE au cours de ce mois de référence, ne sont pas prises en compte aux fins du pré-remplissage de la déclaration de TVA afférente à ce mois M. Leurs données de TVA à l'importation ne doivent pas être déclarées par les entreprises sur cette déclaration de TVA afférente à cette période d'imposition M.

Dès que ces déclarations obtiendront le BAE, leurs données de TVA à l'importation seront prises en compte dans le pré-remplissage de la déclaration de TVA afférente à la bonne période d'imposition (déterminée par la date d'obtention du BAE).

2) Condition supplémentaire pour les déclarations simplifiées : leur régularisation avant le 14 du mois M+1

Lorsqu'une déclaration en douane simplifiée⁷ a bien obtenu le BAE au cours d'un mois M, ses données ne sont prises en compte pour le pré-remplissage de la ligne A4 de la déclaration de TVA afférente à ce mois d'imposition M, **que si la déclaration en douane simplifiée a bien été complétée et régularisée (rattachée à une déclaration complémentaire globale - DCG - validée) avant le 14 du mois M+1**.

Conséquence :

- L'entreprise doit modifier les données pré-remplies en ligne A4 et en bloc B de sa déclaration de TVA relative à un mois d'imposition M, pour ajouter les bases d'imposition de TVA à l'importation figurant sur ses déclarations en douane simplifiées, ayant bien obtenu le BAE au cours de ce mois M mais ayant été régularisées entre le 14 du mois M+1 et le 24 du mois M+1 (date limite de validation de la déclaration de TVA afférente au mois M) ;
- Pour les déclarations simplifiées ayant obtenu le BAE au cours d'un mois M mais régularisées après le 24 du mois M+1, l'entreprise doit :
 - soit déposer une déclaration de TVA rectificative relative à la période de référence (qui annulera et remplacera la déclaration de TVA initialement validée)
 - soit compléter les cases dédiées aux régularisations sur une déclaration de TVA relative à une période postérieure⁸.

3) Déclarations en douane invalidées ou rectifiées

⁷ Les déclarations en douane simplifiées correspondent aux déclarations en douane validées de type C dans Delta G, et aux déclarations en douane validées de type C ou F dans Delta XI.

⁸ Les modalités de régularisations sont précisées ci-après.

Le pré-remplissage de la déclaration de TVA étant effectué le 14 du mois M+1, il ne prend pas en compte les dernières mises à jour des déclarations en douane ayant obtenu le BAE au cours du mois M mais qui ont été :

- **invalidées ou rectifiées à partir du 14 du mois M+ 1** : dans ce cas, les données de TVA à l'importation figurant sur la déclaration en douane initiale sont prises en compte dans le pré-remplissage de la déclaration de TVA ;
- il en est de même pour les **déclarations en douane simplifiées** qui ont une date de BAE au cours du mois M, qui ont bien été complétées et régularisées avant le 14 du mois M+1, mais qui ont été **rectifiées après leur régularisation** et avant le 24 du mois M+1 : les données de TVA à l'importation figurant sur la déclaration en douane initiale (non rectifiée) sont prises en compte dans le pré-remplissage de la déclaration de TVA.

Conséquence :

- L'entreprise doit modifier les données pré-remplies en ligne A4 et en bloc B de sa déclaration de TVA relative à un mois d'imposition M, pour tenir compte des cas d'invalidation ou de rectification susvisés, intervenus avant le 24 du mois M+1 ;
- Pour toute rectification ou invalidation d'une déclaration en douane ayant obtenu le BAE au cours d'un mois M, mais après le 24 du mois M+1, l'entreprise doit :
 - soit déposer une déclaration de TVA rectificative relative à la période de référence (qui annulera et remplacera la déclaration de TVA initialement validée) ;
 - soit compléter les cases dédiées aux régularisations sur une déclaration de TVA relative à une période postérieure.

4) Déclarations en douane réalisées dans le cadre d'une procédure de dédouanement centralisé communautaire à l'importation, avec la France comme pays de présentation des marchandises

Il s'agit de déclarations en douane concernant des opérations d'importation réalisées en France, mais qui sont déposées dans le système de dédouanement d'un autre État-membre, dans le cadre d'une autorisation de dédouanement centralisé communautaire.

Le pré-remplissage de la déclaration de TVA ne prend pas en compte les données de TVA à l'importation concernant ces opérations.

Conséquence :

L'entreprise bénéficiant d'une telle autorisation doit modifier les données pré-remplies en ligne A4 et en bloc B de sa déclaration de TVA relative à un mois d'imposition M, pour ajouter les bases d'imposition de TVA à l'importation relatives à ses opérations d'importation ayant obtenu le BAE au cours du mois de référence M, qui sont réalisées dans le cadre de son autorisation de DCC import, avec la France comme État membre de présentation.

5) Contrôles douaniers

Lorsqu'une déclaration en douane est contrôlée par la douane, le pré-remplissage de la déclaration de TVA ne tient pas compte des résultats du contrôle douanier : ce sont les données déclarées par l'entreprise, figurant sur la déclaration en douane contrôlée, qui sont prises en compte aux fins du pré-remplissage de la déclaration de TVA correspondant au mois

du BAE de la déclaration contrôlée (y compris en cas de contrôle douanier « ex ante », c'est-à-dire intervenu avant la délivrance du BAE).

Conséquence :

Selon la date à laquelle interviennent les résultats du contrôle douanier, l'entreprise doit déclarer sur sa déclaration de TVA la base d'imposition et le montant de TVA à l'importation exacts exigibles en suite de contrôle :

- en modifiant les données pré-remplies en ligne A4 et en bloc B de la déclaration de TVA relative au mois d'obtention du BAE ;
- ou en déposant une déclaration de TVA rectificative relative à la période de référence (qui annulera et remplacera la CA3 initialement validée)⁹ ;
- ou en complétant les cases dédiées aux régularisations sur une déclaration de TVA relative à une période postérieure.¹⁰

6) Les produits du tableau C de l'[article 265 du Code des douanes](#) utilisés comme carburants ou combustibles

Les produits repris au tableau C de l'article 265 du code des douanes national (CDN) ne sont pas des carburants ou des combustibles au sens strict du terme, mais sont utilisés comme carburant ou combustible ou comme additif dans les moteurs. Cette utilisation les qualifie alors de produits énergétiques.

Ces produits sont toujours assujettis à la TVA/TVA à l'importation de droit commun, et non à la TVA Pétrole (TVAP) comme le sont les carburants ou combustibles au sens strict du terme.

Lorsque les opérations relevant de la ligne A4 du bloc A « opérations taxées » concernent de tels produits, elles ne sont pas prises en compte dans le pré-remplissage de la ligne A4 (et du bloc B).

Conséquence :

Il appartient aux entreprises réalisant de telles opérations, de modifier les données pré-remplies en ligne A4 et en bloc B de leur déclaration de TVA relative à un mois d'imposition M, pour ajouter les bases d'imposition de TVA à l'importation relatives à ces opérations d'importation et aux sorties de régimes suspensifs concernant les produits du tableau C de l'article 265 du CDN mises à la consommation au cours de la période concernée.

Recommandations en cas de recours à des représentants en douane enregistrés (RDE) pour les formalités douanières

En vertu de la jurisprudence constante de la Cour de cassation, les représentants en douane enregistrés ont une obligation générale de diligence et de conseil envers leurs clients. Par conséquent, ils ont l'obligation de communiquer à leurs clients – dans les meilleurs délais – l'ensemble des déclarations en douane qu'ils établissent pour leur compte.

⁹ Bulletin officiel des impôts : [BOI-TVA-DECLA-20-20-20-10-20150603](#) § 245.

¹⁰ Bulletin officiel des impôts : [BOI-BIC-DECLA-30-60-20-20190605](#) § 90.

Il est important que :

- les entreprises veillent à établir des modalités de communication et de suivi efficace avec l'ensemble des RDE auxquels elles ont recours pour l'établissement de leurs déclarations en douane ;

- et que les RDE communiquent à leurs clients les déclarations en douane établies pour leur compte et toutes les informations afférentes (date de BAE, date de régularisation des déclarations en douane simplifiées, date des rectifications/invalidations éventuelles, issues des contrôles douaniers, etc). Ces informations sont en effet indispensables pour que les entreprises puissent valider ou modifier correctement leur déclaration de TVA.

Précisions sur les arrondis

Par principe, les bases imposables à la TVA doivent être arrondies au niveau le plus haut, c'est-à-dire sur chacune des lignes de la déclaration. La base déclarée sur chaque ligne ne doit pas résulter de l'addition de chaque base individuelle arrondie.

Toutefois, en 2022 uniquement, le montant pré-rempli ne respecte pas cette règle puisque les bases portées sur la déclaration de TVA sont le cumul de toutes les bases de TVA portées sur les déclarations en douane. Or, celles-ci sont arrondies au niveau de chaque article de chaque déclaration en douane. Afin de respecter la règle juridique des arrondis, vous pourrez modifier cette base d'imposition. En revanche, si, pour les opérations pré-remplies, vous ne modifiez pas le montant pré-rempli pour respecter la règle des arrondis, aucune pénalité ne vous sera appliquée sur ce point.

Enfin, il est précisé que le montant pré-rempli de TVA sur la déclaration de TVA correspond à la multiplication de la base d'imposition par le taux d'imposition. Il est donc potentiellement différent de l'addition des montants de la TVA portés sur chaque déclaration en douane, le montant de TVA à l'importation ne figurant désormais sur le DAU qu'à titre informatif.

Précisions sur les régimes de TVA

Ces nouvelles modalités de déclaration et de recouvrement de la TVA applicable aux importations et aux sorties de régimes suspensifs s'appliquent à tout redevable de la taxe sur la valeur ajoutée (qu'il soit assujetti ou non), identifié selon les dispositions combinées des [articles 286 ter](#) et [286 ter A du CGI](#) (conformément à l'article [2871 du CGI](#)).

Le numéro de TVA intracommunautaire français du redevable de la TVA à l'importation doit être communiqué à la DGDDI, sur toutes les déclarations en douane afférentes aux opérations d'importation et de sorties de régimes suspensifs, taxées ou non taxées.

Seule la TVA à l'importation due par des non-assujettis, non identifiés conformément aux dispositions combinées des [articles 286 ter](#) et [286 ter A](#) du CGI, continue d'être gérée par la DGDDI et perçue à l'appui des déclarations en douane.

Régime simplifié d'imposition (RSI) :

En vertu de l'[article 287 CGI](#), les redevables placés sous le régime simplifié d'imposition déposent une déclaration de TVA selon un régime réel normal dès lors qu'ils réalisent des importations.

En conséquence, les entreprises qui réalisent des opérations d'importation ne peuvent bénéficier du RSI. Lorsqu'une entreprise qui relève du RSI souhaite réaliser des opérations d'importation, elle doit se rapprocher de son service des impôts des entreprises pour lui indiquer son intention de réaliser des importations et en conséquence être placée sous un régime réel normal d'imposition.

Franchise en base de TVA

Lorsque les entreprises en franchise en base de TVA effectuent des opérations d'importation, elles doivent déclarer la TVA afférente à ces opérations sur la déclaration n° 3310-CA3 de TVA, au titre du mois où la TVA à l'importation est devenue exigible.

Préalablement à toute opération d'importation, il appartiendra aux entreprises en franchise en base de TVA de demander à leur service des impôts des entreprises l'attribution d'un numéro de TVA intracommunautaire français à communiquer ensuite à la DGDDI lors de la formalité à l'importation. Pour déclarer la TVA, il est indispensable de disposer d'un espace professionnel sur impots.gouv.fr et d'une habilitation aux services « déclarer TVA » et « payer TVA ». Il est recommandé de prévoir un certain délai en amont pour obtenir l'accès la première fois à son espace ou à ses habilitations.